Musées manqués, objets perdus ?

L'Autre dans les musées ethnographiques français

Fabrice Grognet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/21862>

DOI : 10.4000/lhomme.21862

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2007

Pagination : 173-187

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Fabrice Grognet, « Musées manqués, objets perdus ? », *L'Homme* [En ligne], 181 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/21862> ; DOI : 10.4000/lhomme.21862

Musées manqués, objets perdus ?

L'Autre dans les musées ethnographiques français

Fabrice Grognet

LE 20 JUIN DERNIER, l'attendu musée du quai Branly est inauguré par le président Jacques Chirac. Projet présidentiel amorcé dès 1995, le musée du quai Branly se présente aujourd'hui comme le résultat d'une volonté politique inédite de faire « dialoguer les cultures » par l'entremise de l'art dans la perspective du « refus de l'ethnocentrisme » (Chirac 2006). Les présences conjuguées lors de l'inauguration du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992, de l'ancien président du Sénégal et aujourd'hui secrétaire général de la francophonie Abdou Diouf, et de Paul Okalik, Premier ministre du territoire du Nunavut (Canada) cautionnent de fait une ambition de valorisation de « peuples brutalisés, opprimés par des conquérants avides et brutaux [...] aujourd'hui encore souvent marginalisés, fragilisés, menacés par l'avancée inexorable de la modernité » selon le discours inaugural du même Jacques Chirac.

« Unique, magique, innovant » (Bousteau 2006 : 7), annoncé comme une véritable réussite tant architecturale que muséographique, « l'ambitieux et grandiose » musée du quai Branly (Daubert 2006 : 3) semblait devoir faire l'unanimité dans les médias français avant son ouverture au public le 23 juin. Ce premier musée national du XXI^e siècle comblerait idéalement un manque institutionnel et offrirait « l'occasion de découvrir des cultures jusque-là largement ignorées ou méprisées » en France (Haski 2006) ; il conduirait même à une « reconnaissance intégrale de l'Autre » (Daubert 2006 : 3), gage de vertus antiracistes.

Certes, les retours sur la genèse du projet évoquent la disparition du musée national des Arts africains et océaniens, et « le démembrement du Musée de l'Homme [qui] entraîne des polémiques passionnées dont seule la France a le secret » (Tariant 2006 : 60).

_____ À propos de Bernard Dupaigne, *Le Scandale des arts premiers : la véritable histoire du musée du quai Branly*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

À PROPOS

Mais tout cela aurait été un mal inévitable pour que cesse en France le « temps du mépris » de ces civilisations lointaines et que naisse un « authentique musée postcolonial [...] », instrument plus que jamais nécessaire à la restitution de l'histoire nationale de ceux qui virent leurs sociétés implorer sous l'effet de l'impérialisme européen » (Marin 2006).

La polémique engendrée par l'annonce d'un futur musée destiné aux « arts premiers », largement relayée dans la presse, se serait-elle finalement éteinte ? Depuis que « la Joconde sourit aux primitifs »¹, conformément au souhait émis en son temps par Guillaume Apollinaire, assiste-t-on au « triomphe des arts premiers » ? Le musée du quai Branly est-il finalement nécessaire ?

Malgré l'apparent plébiscite médiatique, quelques voix dissonantes se font entendre tant en France qu'à l'étranger², preuve que le débat n'est pas clos. C'est tout d'abord l'anthropologue Jean-Loup Amselle (2006)³ qui juge que le quai Branly, en esthétisant « des objets désactivés de leurs fonctions initiales », en mélangeant « la carpe et le lapin » (l'art tribal et l'art contemporain), et en ne tenant finalement pas en compte du « point de vue de ceux qui s'estiment être les héritiers des producteurs de ces œuvres », risque de devenir un « musée incertain » (*ibid.*) d'accomplir sa mission antiraciste revendiquée.

Puis, le jour même de l'inauguration, Aminata Traoré (qui a participé un temps à l'élaboration du futur musée) souligne la position ambiguë, voire le néo-colonialisme, de l'État français votant une loi sur « l'immigration choisie » quelques mois avant l'inauguration d'un musée comprenant une large part du patrimoine culturel de ceux condamnés à devenir des futurs sans visas. Dès lors, l'ancienne ministre de la Culture du Mali clame que « nos œuvres d'art ont droit de cité là où nous sommes, dans l'ensemble, interdits de séjour » (Traoré 2006).

D'un point de vue plus épistémologique, le sociologue Henry-Pierre Jeudy signale qu'en donnant une « virginité » esthétique à des objets de civilisations, le musée du quai Branly lave le péché colonial de leur acquisition. Mais derrière cette pureté primitive retrouvée, cette « consécration de l'origine pour elle-même » à laquelle vient s'ajouter la « symbolique de la vie sauvage » donnée par le jardin entourant le bâtiment, se cristallise également la mort d'une certaine démarche ethnologique. Et dès lors, le quai Branly devient le « sanctuaire ethnologique du degré zéro des cultures » (Jeudy 2006).

Toujours en ce même jour inaugural, Bernard Dupaigne, « ancien directeur du Laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme », spécialiste de l'Afghanistan, et professeur au Muséum national d'histoire naturelle, signe un article dans *L'Humanité* intitulé « À quoi sert le quai Branly ? ». Celui-ci reprend les grandes lignes et annonce opportunément la publication d'un ouvrage destiné à

1. Documentaire de Pierre-André Boutang, Guy Saguez, Catherine Roulet, diffusé par Arte le 5 octobre 2000.

2. Voir l'état des lieux dressé par Emmanuel de Roux (2006), deux mois après l'ouverture.

3. En marge de l'encart consacré au musée du quai Branly par la rédaction du *Nouvel Observateur*.

nous apprendre « la véritable histoire du musée du quai Branly ». Ce livre est ainsi le premier uniquement consacré, non pas aux arts premiers dont la liste est déjà longue (l'ouverture du quai Branly suscitant d'ailleurs les rééditions)⁴, mais bien au nouvel écrin institutionnel qui leur est destiné. Mais Bernard Dupaigne ne nous apporte pas seulement une analyse sur le « nouvel or noir » (Baqué 1999) que constituent les arts premiers, ou sur le « Musée Jacques Chirac » (Sergent 2004 : 28). L'ouvrage est avant tout une « salve » (Kimmelman 2006) contre la nouvelle institution, un témoignage à charges de l'un des acteurs mêmes de cette histoire qui va bouleverser le microcosme des musées français et, en premier lieu, le Musée de l'Homme du Trocadéro.

L'histoire dans l'Histoire

Fin 1995, au moment où est annoncée par le gouvernement la création d'une mission de réflexion autour de la valorisation des « arts premiers » en France, Bernard Dupaigne est en effet le directeur depuis quatre ans du Laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme. L'institution du Trocadéro inaugurée elle aussi un 20 juin (1938), héritière du Musée d'ethnographie du même nom, rattachée au Muséum national d'histoire naturelle depuis 1928, va dès lors focaliser les regards. Plus grande collection de ce type en France, le Musée de l'Homme possède près de 300 000 objets dits « ethnographiques » capables de se métamorphoser par le jeu d'une décision gouvernementale en pièces dites « d'arts premiers ». Dans un premier temps, jugeant que l'opposition entre esthétique et science ethnologique est un « faux débat », Bernard Dupaigne semble adhérer à cette idée d'un « Musée de l'Homme et des arts premiers ». Ce dernier regrouperait dans une nouvelle institution autonome les collections nationales du laboratoire d'ethnologie du Muséum national d'histoire naturelle avec celles du musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie (MNAAO) dans l'aile Passy du Palais de Chaillot, en lieu et place du Musée de l'Homme et du Musée de la Marine.

En fait, Bernard Dupaigne voit dans l'émergence de ce projet en 1996 une opportunité pour le Laboratoire d'ethnologie du Trocadéro de s'émanciper de la tutelle administrative du Jardin des Plantes. Sur un plan plus personnel, c'est aussi l'occasion pour Bernard Dupaigne de s'affranchir du préhistorien Henry de Lumley, directeur du Muséum national d'histoire naturelle, sous l'autorité duquel le Laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme est administrativement placé. Depuis 1994, Henry de Lumley ne rêverait plus en effet que « d'éliminer » (p. 34) Bernard Dupaigne. Pour quelle raison ? L'auteur invoque son refus de concéder des espaces d'exposition du Musée de l'Homme jusque-là dévolus à l'ethnographie « pour installer des moulages d'os et de silex » (p. 34) préhistoriques. Mais nul doute que sa décision d'attaquer devant le tribunal administratif de Paris l'initiative d'Henry de Lumley visant à faire du Musée de

4. On peut noter par exemple les rééditions d'*Arts premiers, le temps de la reconnaissance*, de Marine Degli et Marie Mauzé aux éditions Gallimard, et de *L'Art africain* d'Hélène Joubert aux éditions Scala.

l'Homme un « service » du Muséum national n'y est pas non plus étrangère (voir Dupaigne 1997a). Compte tenu des rapports qu'entretiennent le directeur du Laboratoire d'ethnologie et le directeur du Muséum, seul ce dernier participe à la réflexion de la commission Friedmann chargée de valoriser en France les « arts premiers » mise en place en 1996. Ainsi le sort des collections ethnographiques du Muséum se décide sans qu'aucun ethnologue du Musée de l'Homme n'y participe.

En 1997, Les relations houleuses qu'entretiennent les deux hommes sont répercutées dans la presse. Henry de Lumley et d'autres ethnologues du laboratoire du Trocadéro, prônant le maintien de l'ethnologie au côté de la préhistoire et de la génétique au Musée de l'Homme, défendent un contre-projet des « arts premiers » (de Lumley 1997), tout en animant bientôt un « comité de défense du Musée de l'Homme ». Bernard Dupaigne et la majorité des ethnologues souhaitent quant à eux participer aux « arts premiers » (Amzallag 1997 : 42). Ces divergences d'intérêt engendrent dans la presse des « diatribes qui n'arrangeront guère les affaires du Musée de l'Homme » (p. 42) vis-à-vis de ses tutelles ministérielles, et produiront une atmosphère délétère à l'intérieur de l'institution.

En 1998, Bernard Dupaigne cesse d'être le responsable de la collection la plus importante, au moins numériquement, de France. Dès lors il disparaît officiellement de l'échiquier institutionnel au moment où Jacques Kerchache, « le protégé » (p. 119), fort de son amitié avec le président Chirac, sort ouvertement de l'ombre pour orienter le travail des fonctionnaires et finalement l'avenir de deux institutions parisiennes : le musée des Arts africains et océaniques et le Musée de l'Homme. C'est également cette même année que l'on apprend que celui qui est devenu entre temps le « Musée des Arts et Civilisations » ne se fera finalement pas au Trocadéro mais engendrera une nouvelle construction sur les berges de la Seine, quai Branly.

Depuis ce qui se révèle finalement un nouvel échec d'une rénovation du Musée de l'Homme⁵, Bernard Dupaigne amasse les articles, les comptes rendus, les témoignages de ses collègues ethnologues détachés au quai Branly en préparation, des déménageurs et « esclaves » (p. 163) qui prennent en main le transfert des objets du Musée de l'Homme vers leur nouveau destin. Mais il ne reste pas simplement un observateur du « démembrement » du Musée de l'Homme et du « rapt » (p. 224) de ses collections. En 2000, avec deux autres professeurs d'ethnologie du Muséum, il intente un procès auprès du tribunal administratif de Paris – gagné en 2004 – contre le déménagement des collections ; le « chantier » de celles-ci se poursuit pourtant.

Que prépare donc Bernard Dupaigne depuis son bureau du deuxième étage du Palais de Chaillot ? D'après la rumeur, un livre sur l'histoire de l'institution du Trocadéro qui s'apprête à tourner définitivement, et dans la douleur⁶, une page de son existence. Parallèlement, le Musée de l'Homme est devenu, avec la

5. Après les projets présentés en 1987, 1992, 1995 et 1996.

6. Le personnel inquiet quant à son avenir se mettra en grève une première fois en 2001, puis une seconde en mars 2003, au moment de la fermeture des galeries ethnographiques du Musée de l'Homme.

restructuration du Muséum national d'histoire naturelle dont il dépend plus que jamais, un des vingt-deux départements de ce dernier. Bernard Dupaigne se présente d'ailleurs en 2003 à la candidature de la direction de l'institution, même si celle-ci se trouve privée de son fonds ethnographique. Mais c'est un conservateur du patrimoine venant du musée des Arts et Traditions populaires, Zeev Gourarier, qui est finalement retenu. C'est à lui que revient notamment la charge d'organiser, sous la direction scientifique du préhistorien et directeur du centre de recherche et restauration des musées de France de l'époque, Jean-Pierre Mohen, la rénovation du Musée de l'Homme autour des collections restantes de préhistoire, d'anthropologie biologique, et des ethnosciences du Muséum national (voir également Bahuchet 2002). Déçu du projet du quai Branly, écarté des responsabilités de l'avenir du Musée de l'Homme, Bernard Dupaigne nourrit en fait le projet de s'attaquer, par la plume cette fois, à l'édifice qui s'élève sur la rive gauche de la Seine.

Le “scandale du quai Branly”

Comme l'annonce le titre même de l'ouvrage, il s'agit moins d'établir la liste des faits historiques, institutionnels et épistémologiques menant à la fondation du musée du quai Branly, que de dénoncer « le scandale des arts premiers », et par extension, celui du musée tout juste inauguré et encore en cours de finition de l'aveu même de ses créateurs. Le proverbe africain qui suit l'avant-propos de l'éditeur indique le ton à venir de l'auteur : « Si quelqu'un t'a mordu, il t'a rappelé que tu as des dents ». Aussi, les quatorze chapitres du livre qui s'organisent de manière chronologique, livrant comme un journal, les faits et déclarations des acteurs médiatisés ou non de cette histoire du quai Branly seront-ils également l'occasion de régler quelques comptes personnels avec des ennemis d'hier.

À l'instar des journalistes, Bernard Dupaigne place le controversé Jacques Kerchache à l'origine de l'histoire. En 1990, ce collectionneur réputé et néanmoins ancien « trafiquant » (p. 9)⁷ publie dans *Libération* son « Manifeste pour que les chefs-d'œuvre du monde entier naissent libres et égaux » auquel souscrivent certains ethnologues parmi les plus reconnus du moment. Amener le musée du Louvre à incorporer les objets nouvellement nommés « d'arts premiers » (à la place des notions « d'arts primitifs » ou « d'arts primordiaux ») devient dès lors la véritable « croisade » (p. 10) de Kerchache. Un an plus tard, celui-ci fait également partager son rêve de voir se créer au Palais de Chaillot, en lieu et place du Musée des monuments français, un « musée des Arts primitifs ». Il accueillerait idéalement les chefs-d'œuvres du Musée de l'Homme, ceux du musée national des Arts africains et océaniens, et ceux des muséums de province. Seul le MAAO disparaîtrait du paysage, et le Musée de l'Homme continuerait à présenter parallèlement les cultures dans leur contexte anthropologique. Le synopsis de l'histoire est ce faisant écrit. Mais Jacques Kerchache, même en alimentant notablement le

7. La sortie frauduleuse d'objets lui vaudra un séjour dans une prison gabonaise en 1965.

débat entre arts primitifs et collections ethnographiques, ne peut remettre en cause le destin des collections nationales à lui seul. Celui qui deviendra son allié de poids, il le trouve « par hasard, sur la plage privée d'un palace de l'île Maurice, le Royal Palme [...] palace chic des destinations à la mode chez les Grands de ce monde [...] l'un des hôtels les plus chers de la planète » nous apprend Bernard Dupaigne (p. 29). C'est ainsi que se rencontrent Kerchache et Chirac, alors maire de Paris et amateur d'arts lointains. Le 7 mai 1995, celui-ci est élu Président de la République. Dès lors, l'histoire jumelée des arts premiers au Louvre et du futur musée du quai Branly peut réellement commencer. Tout au long de l'ouvrage, Bernard Dupaigne amoncelle consciencieusement les coûts engendrés. De l'édification d'un nouveau bâtiment (hypothèse que rejette Chirac en 1996), de l'achat des collections (près de 23 millions d'euros), des campagnes publicitaires, des voyages d'études des cadres dirigeants, jusqu'à leurs salaires mêmes, tout est passé au crible par l'auteur. Plus exactement, aux fastes et dépenses somptuaires que ne manque pas d'occasionner la mise en place du nouveau musée correspondront les budgets étriqués et les échecs des rénovations programmées du Musée de l'Homme qui reste quant à lui ouvert, cherchant à financer sa rénovation par les locations des anciens espaces autrefois consacrés à l'ethnographie et devenus vides.

La problématique du livre est dès lors apparente et le sous-entendu est clair : une rénovation du Musée de l'Homme aurait permis d'éviter des dépenses inutiles aux contribuables. Aux 155 millions d'euros annoncés comme nécessaires en 1996 pour rénover un « Musée de l'Homme et des Civilisations » et créer une antenne au Louvre (comme prévu initialement), répondent les 400 millions d'euros du coût final du quai Branly estimé par l'auteur. Mais la meilleure économie aurait surtout été de suivre le projet de rénovation (associant préhistoire, anthropologie biologique et ethnologie) proposé par les scientifiques du Muséum en 1992. Il « aurait pu honorer magnifiquement les trésors des arts mondiaux, à un prix huit fois moindre que le coût du quai Branly » (p. 229).

En oubliant les 296 000 objets des réserves, Bernard Dupaigne propose l'équation suivante : « 400 millions d'euros pour 4000 objets exposés ». Par ce calcul orienté à dessein, le coût de chaque objet exposé par le quai Branly revient à 100 000 euros, soit « très exactement le montant de la subvention la plus élevée reçue la meilleure année par le musée de l'Homme » (p. 218)... Le musée du quai Branly devient dès lors un « caprice du prince », un « musée mangeur de milliards » dans un contexte de déficit économique de l'État français (pp. 216-217). Mais à l'image des trains, un scandale peut en cacher un autre. Bernard Dupaigne collectionne les décisions prises⁸ et souligne les conséquences préjudiciables qui concernent tant l'acquisition des nouvelles collections (qui favorisent une inflation du marché de l'art primitif ou même le trafic d'objets), l'architecture du nouveau bâtiment du quai Branly (avec des réserves en sous-sols construites sur une zone inondable et le fameux mur végétal qui pose des problèmes d'infiltration d'humidité à l'intérieur du bâtiment), que la gestion du personnel (associant cooptation et

8. L'ouvrage comporte d'ailleurs une chronologie récapitulative en annexes.

précarisation). Il cherche à deviner les alliances qui se nouent en coulisses et dans les arcanes du pouvoir. Il dénonce les pourfendeurs du Musée de l'Homme⁹ et surtout les affinités entre les cadres du musée et la présidence « écornée » (p. 171) par des « affaires de corruption » à la mairie de Paris. Tout au long de son ouvrage, Bernard Dupaigne stigmatise deux camps opposés : d'un côté les nantis, les « prédateurs » (p. 173), les « énarques » (p. 210), les « conservateurs relevant du ministère de la Culture » (p. 201), les « marchands d'art » (p. 203), et autres « puissants esthètes » du quai Branly ; de l'autre, les « faibles » (p. 66), les scientifiques « écartés » (p. 199), les « quelques rares ethnologues qui se résolvent à s'acoquiner avec les arts primitifs » (p. 145), finalement « fatigués de constater leur absence de tout pouvoir de décision » (p. 199). Manichéisme facile et mordante vindicte de l'auteur qui appartient de fait au camp des perdants de l'histoire – tout comme, visiblement, y appartiendrait chaque contribuable lecteur ? La question se pose.

La thèse du livre revient donc à défendre l'idée qu'il aurait mieux valu rénover le Musée de l'Homme dont les personnels ou les expositions valorisaient déjà les productions extra-européennes¹⁰, plutôt que de créer un musée « colonialiste » (p. 209), raciste en séparant l'Europe du reste du monde (p. 80), inutile pour la science ethnologique, se procurant ses objets en salles de vente et non sur le « terrain » (p. 194), incapable de suivre « l'évolution contemporaine des arts d'Afrique et d'Océanie » (p. 214). À la lecture de cet ouvrage, le musée du quai Branly se révèle *scandaleux et aberrant* pour les mêmes raisons qu'invoquait déjà André Langaney¹¹ en juin 1997 : « un lobby de collectionneur et antiquaires pousse un président discrédité à vouloir, par caprice princier, remplacer le Musée de l'Homme [...] par un musée d'Art exotique, qualifié scandaleusement de "primitif" ou "premier" ! Ce projet raciste et aberrant vient de gens pour qui l'art s'évalue par le prix des "pièces" sur le marché ou par les stars de notre culture qui les ont volés ou possédés » (Langaney 1997).

Se demander aujourd'hui, comme nous y invite Bernard Dupaigne, « qu'obtiendront nos énarques du palais des arts primitifs de mieux que ce que le Musée de l'Homme aurait pu réaliser si on lui avait donné un budget, une véritable autonomie de gestion et une direction forte ? » (p. 210), fait-il vraiment avancer le débat ou le fait-il retourner près de dix ans en arrière ? Opposer l'élaboration du quai Branly au projet de rénovation de 1992 contribue-t-il également à la « réinvention » (Mohen 2004) actuelle du Musée de l'Homme ? Plus fondamentalement encore, le « temps du mépris » sera-t-il vraiment révolu lorsque le Musée de l'Homme aura connu sa rénovation, comme l'annonce la phrase finale de l'ouvrage de Bernard Dupaigne ?

9. En annexes, Bernard Dupaigne produit notamment la liste des collaborations entre le Laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme et le musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie pour faire taire les rumeurs d'inaccessibilité des collections du Trocadéro.

10. Voir en annexes, « La fin du "mépris", soixante expositions en France (1958-2001) ».

11. À l'époque, André Langaney, directeur du Laboratoire d'anthropologie biologique, dénonçait l'intérêt des ethnologues du Musée de l'Homme pour le projet « arts premiers » et donc la position de leur directeur, Bernard Dupaigne (p. 41).

On peut d'ailleurs se demander de quel Musée de l'Homme rénové parle Bernard Dupaigne ? Celui auquel il souscrit à l'annonce du projet du « Musée de l'Homme, des Arts et Civilisations » (voir Amzallag 1997) et qui n'aurait dû exposer que des collections ethnographiques ou d'arts premiers ?¹² Ou s'agit-il du Musée de l'Homme originel (combinant collections de préhistoire, d'anthropologie biologique et d'ethnographie), voulu par Paul Rivet (1876-1958) dans le cadre du Muséum, et lui aussi réalisé dans l'optique de rendre leur dignité à des peuples qui étaient alors colonisés (Jamin 1988) ? Le premier n'a pu se réaliser en raison de l'ancrage du musée de la Marine dans le Palais de Chaillot¹³. Le second semble avoir connu une crise d'identité, largement dénoncée dans la presse, et que des crédits insuffisants n'auraient pas permis de dépasser (Héritier-Augé 1991). Bernard Dupaigne, en insistant sur la mainmise du Muséum (voir Dupaigne 1997b et 1998), qu'il rend responsable de l'inertie de l'institution du Trocadéro, semble évoquer une cause plus interne qui conduira au départ des collections ethnographiques vers le quai Branly. Aussi, c'est bien à un Musée de l'Homme indépendant du Muséum que rêve fondamentalement l'ancien directeur du Laboratoire d'ethnologie. Pourtant depuis 1938, le Musée de l'Homme a su se réinventer, même dans le cadre institutionnel, administratif et, au fond, épistémologique de l'histoire naturelle. Une des ses transformations les plus fondamentales est opérée en 1974, au moment où André Langaney réalise en salle publique le passage d'une « anthropologie physique » toujours fondée, bon an mal an, sur le concept de race à une « anthropologie biologique » fondée, quant à elle, sur la génétique et dynamique des populations humaines. Le moulage de la « Vénus Hottentote » et la cohorte des 300 crânes destinés à montrer la pertinence du concept de race et la justification de l'effort de classification zoologique de l'espèce humaine regagnent alors définitivement les réserves. Cet ensemble sera de nouveau modifié dans le contexte de préfiguration de la rénovation de 1992 pour donner naissance à l'exposition permanente *Tous parents, tous différents* dont le discours antiraciste et antiraciste sera largement reconnu. De même, la préhistoire, originellement confinée à n'être qu'une portion de la galerie d'anthropologie physique ou des sections géographiques des galeries ethnographiques, développe un discours autonome sur les origines de l'homme et de l'art en salles publiques depuis les années 1980.

L'exposition de l'ethnographie a-t-elle connu une analogue remise en cause de son principe originel ? La rénovation, voire la refonte de l'ethnographie nécessitait un solide budget compte tenu des 4 000 m² (soit près de 80% de la surface du musée) qu'elle occupait jusqu'en mars 2003. Et ces moyens souhaités,

12. Contrairement à ce que déclare Bernard Dupaigne, ce n'est pas en 1998 que l'on apprend qu'il ne « s'agit plus de rénover une section plus proprement artistique, aux cotés de la préhistoire et de l'anthropologie biologique » (p. 77), mais bien à l'annonce du rapport de la Commission « Arts premiers » en septembre 1996, validée un mois plus tard par Jacques Chirac.

13. Le « Musée de l'Homme et des arts premiers » devait occuper toute l'aile Passy du Palais de Chaillot, exigeant que le musée de la Marine libère la place qu'il y occupe depuis 1943.

annoncés même parfois, l'ethnographie ne les aura jamais. Dès lors, les rares rénovations partielles et les expositions temporaires (qui remplaceront d'ailleurs souvent les galeries permanentes) peuvent être révélatrices de l'ethnographie développée au Trocadéro ces vingt dernières années.

En 1987, la section « Arctique » est refaite principalement à partir des collections rapportées de la côte Est du Groenland en 1933-1934 par Robert Gessain et Paul-Émile Victor. En 1990, une autre section des galeries originellement consacrée aux peuples de l'Asie devient les « Voyages dans les marches tibétaines », rendant « hommage aux voyageurs et aux explorateurs français » de la première moitié du ^{xx}e siècle (Dolfus 1990 : 6). Avec le vieillissement des collections (Grognet 2005), une nouvelle tendance éditoriale apparaît. Les expositions d'ethnologie glissent de la présentation de la culture des peuples à celle des professionnels chargés de l'étudier : « les Amériques sont devenues celles de Lévi-Strauss, et l'Afrique, celle de Marcel Griaule » (Jamin 1998 : 66), auxquelles il convient d'ajouter également l'Océanie du *Voyage de La Korrigane dans les mers du Sud* en 2001¹⁴. Dans ses sections ethnographiques, le Musée de l'Homme devient, soit un lieu de présentation de l'histoire de la discipline anthropologique, soit un lieu où se figent les cultures « dans un éternel présent » (Gaugue 1999 : 337) donnant à voir des modes de vie dits « traditionnels », voire immuables, occultant le plus souvent la dynamique identitaire provenant notamment des contacts entre les sociétés étudiées et l'Occident. En présentant, depuis 1938, cette altérité culturelle selon un découpage géographique du monde, les sections ethnographiques du Trocadéro (ne comportant pas la France) n'étaient-elles pas hier ce « musée de l'Autre » que revendique être aujourd'hui le quai Branly ? L'Amérique du Nord n'était-elle pas vue qu'au travers des Indiens « autochtones », les migrants européens et les descendants d'esclaves africains restant éludés ? L'argument de Bernard Dupaigne qui est de dire que l'on a « troqué un musée d'ethnologie, qui se voulait vivant et ouvert sur des problèmes du présent et de l'avenir contre un musée d'art, type ^{xix}e siècle, qui présente un état figé des sociétés, et reflète l'instant disparu » (p. 209) ne tient pas, et les deux institutions sont renvoyées dos-à-dos.

Tout au contraire, l'ethnologie développée au Musée de l'Homme ces quinze dernières années annonce le musée d'histoire des civilisations que s'engage à être le musée du quai Branly qui, le jour même de son inauguration, comporte l'exposition temporaire *Nous avons mangé la forêt* consacrée au travail de l'ethnologue Georges Condominas. Aussi le Musée de l'Homme, en devenant un lieu de présentation de la mémoire de l'ethnographie française, est-il déjà en partie (dès les années 1990) un « sanctuaire » de l'ethnologie coloniale pour reprendre la formule d'Henry-Pierre Jeudy.

14. Par une cruelle ironie du sort, cette exposition inaugurée en décembre 2001, clôturant presque le cycle des expositions temporaires consacrées à l'ethnologie, reprenait les objets présentés lors de la première exposition temporaire du Musée de l'Homme en 1938 : *Le Voyage de La Korrigane en Océanie*.

Cet état de fait est-il seulement dû à des crédits insuffisants pour collecter en continu les objets marquant les changements et les emprunts de chaque culture ? Ne traduit-il pas également, chez la majorité (et non chez tous) des ethnologues conservateurs du musée, une tradition de collecte plus focalisée sur ce qui est en train de disparaître que sur ce qui émerge ? La dernière exposition ethnologique inaugurée le 6 avril 2005 (que ne prend pas en compte Bernard Dupaigne) montre conjointement ce qu'aurait pu devenir les galeries ethnographiques et les véritables lacunes¹⁵ des collections du Musée de l'Homme. Pour la première fois au Trocadéro, *Groenland, Ammassalik : contact*, s'attache à mettre en évidence la dynamique identitaire inuit depuis ses origines lointaines jusqu'à aujourd'hui, en passant par la période de colonisation danoise. Avec cette problématique diachronique, elle veut montrer qu'il n'existe pas de société sans changements, et que l'identité inuit¹⁶, tant régionale (Est groenlandaise) que nationale (groenlandaise), est sans cesse redéfinie en fonction des relations avec d'autres régions ou pays. Seulement, au moment de montrer les changements, emprunts, et d'une manière générale, les transformations matérielles de la société groenlandaise, les réserves du Trocadéro s'avèrent largement insuffisantes, notamment pour les quarante dernières années. Entre le paradigme de la permanence et celui du changement, un choix avait donc été opéré. Robert Gessain (1907-1986), anthropologue et directeur du Musée de l'Homme des années 1960, ne regrette-t-il pas de ne plus retrouver en 1966 les chasseurs de phoques « eskimos » qu'il avait rencontrés en 1934 à Ammassalik, devenus entre temps des « Danois du nord » (Gessain 1969) ? Ce regard nostalgique n'a-t-il pas influencé la collecte ethnographique ? Toujours est-il que sans les « objets témoins » collectés par l'ethnologue danois Gerti Nooter (1930-1998), motivé par une problématique d'évolution de la culture matérielle (Nooter 1984), cette exposition n'aurait pu se concrétiser.

Plutôt que de céder à « la tentation du musée d'anthropologie historique » (Pizzorni Itie 1996), n'aurait-il pas été de la responsabilité des derniers directeurs du Laboratoire d'ethnologie d'insuffler, même avec de maigres moyens, une politique collective redéfinie de collecte autour de l'objet contemporain ? Plutôt que l'échec global du Musée de l'Homme, n'a-t-on pas vécu l'incapacité de l'ethnologie à se redéfinir au Trocadéro ? On peut tout du moins regretter que Bernard Dupaigne n'aborde pas cette question dans un effort d'autocritique et fasse seulement des ethnologues des victimes des énarques. Dans son désir de maintenir au Trocadéro des collections ethnographiques (l'Europe n'étant pas présentée au quai Branly), Bernard Dupaigne s'indigne également contre le prélèvement effectué par le quai Branly de ces mêmes « collections inuit rapportées par Paul-Émile Victor, alors que le Groenland faisait partie de l'Europe » (p. 181). Mais a-

15. Stéphane Martin évoque des « trous considérables » (Martin 2006 : 10) en vertu d'une collecte avant tout fondée sur les anciennes possessions coloniales françaises.

16. Pour se distinguer des autres êtres vivants, les peuples du cercle arctique se définissent comme des Inuit, pluriel de Inuuk, que l'on peut traduire par « Hommes ». Pour se distinguer des autres Inuit, les Groenlandais se définissent comme des Kalaallit, le Kalaallit Nunaat (« Terre des kalaallit ») correspondant au Groenland.

t-on jamais vu les collections inuit dans les galeries « Europe » du Musée de l'Homme ? Certes, les productions matérielles des Groenlandais étaient de fait influencées par la promiscuité avec les colons danois, et certaines à l'image des masques et des *tupilek*¹⁷ constituaient une nouvelle production profane à destination des seuls étrangers, ethnologues compris. Mais ce raisonnement, appliqué à toutes les possessions coloniales de l'Europe et poussé à l'extrême, revient non seulement à remettre en cause le quai Branly mais surtout le principe même du Musée de l'Homme depuis 1938.

Avec l'ouverture du quai Branly et la rénovation annoncée du Musée de l'Homme autour d'une présentation de l'histoire naturelle de l'homme (Mohen 2004), la France se retrouve dans une configuration institutionnelle qu'elle a déjà connue près de cent trente ans auparavant sans que cela ne soit relevé par l'auteur. Lorsque la création du Musée d'ethnographie du Trocadéro est entérinée dans le contexte colonial de 1878 (regroupant opportunément dans une institution indépendante les collections ethnographiques nationales dont l'État ne savait que faire), le Muséum de Paris dispose déjà depuis 1855 de sa galerie présentant l'histoire naturelle de l'homme. Pourtant, que demande la communauté des scientifiques français de l'époque hésitant entre une conception monogéniste ou polygéniste de l'humanité ? Au sortir de leur très populaire exposition des « sciences anthropologiques » de l'exposition universelle de 1878, ils réclament non pas un simple musée ethnographique où seules les productions matérielles seraient théoriquement exposées, mais un véritable musée anthropologique combinant la quête des origines de l'homme, et la description tant physique que culturelle des « races » et peuples de la terre¹⁸. Ce projet de la fin du XIX^e siècle ne sera finalement réalisé qu'en 1937 par le médecin titulaire de la chaire d'anthropologie du Muséum et militant antifasciste, Paul Rivet, également directeur depuis 1928 du Musée d'ethnographie du Trocadéro (MET). Fort de son soutien politique, il transforme le défunt MET (qu'il fait rattacher entre-temps au Muséum) en Musée de l'Homme, faisant venir sur la colline de Chaillot les collections ostéologiques du Jardin des Plantes qui prennent la place des collections ethnographiques de la France rurale dont Rivet ne veut plus¹⁹. En effet, et en raison des métissages historiques lointains entre les races originelles supposées composer le peuple français des années 1930, les cultures régionales françaises ne peuvent être abordées dans le cadre du nouveau Musée de l'Homme fondé sur le concept de « race » et épistémologiquement lié à l'histoire naturelle.

17. Avant la colonisation, un *tupilek* désignait un esprit maléfique et composite créé par magie. À l'origine, la culture chamanique des Inuit essentiellement fondée sur l'oralité s'appuyait peu sur les représentations matérielles. Mais à la demande des Occidentaux, les Inuit les ont « concrétisées ». Depuis, le *tupilek* fait partie de la gamme d'objets profanes mis en avant par l'artisanat local.

18. Voir le compte rendu de la séance de la Société d'Anthropologie de Paris du 19 décembre 1878, in *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris*.

19. Dès le début des années 1930, Paul Rivet fait fermer la « Salle de France » du Musée d'ethnographie du Trocadéro et soutient largement Georges Henri Rivière dans son entreprise de créer un musée spécifique pour le « folklore » français.

Ainsi naissent en 1937, et selon un certain paradigme évolutionniste, deux musées faussement jumeaux à partir principalement du fonds du MET. Le musée national des Arts et Traditions populaires présente les cultures régionales du peuple de la France, et le Musée de l'Homme expose les origines de l'espèce humaine, puis les distinctions physiques et culturelles des « races fossiles et actuelles » du monde, France comprise²⁰.

Mais ce concept de race qui conduit à la création (coûteuse pourrait-on ajouter) de deux institutions parisiennes fait-il l'unanimité au sein de la communauté scientifique ? Dès le XIX^e siècle, il avait été rejeté par une minorité de scientifiques (Topinard, Durkheim) en France, « l'affaire Dreyfus » révélant d'ailleurs les conséquences sociales auxquelles il pouvait conduire... Comme on le comprend, un livre traitant en miroir du destin du Musée de l'Homme et de l'émergence du musée du quai Branly aurait sûrement mérité un recul historique allant bien au-delà de 1990, et de la seule personne de Jacques Kerchache, pour présenter les soubassements idéologiques conduisant à de nouvelles institutions comportant des collections ethnographiques. On aurait souhaité un retour sur l'histoire de l'institutionnalisation muséographique de l'ethnographie extra-européenne en France pour tenter de comprendre les avantages que procuraient en 1928 le cadre du Muséum et les éventuelles incompatibilités épistémologiques entre l'histoire naturelle et la démarche ethnologique d'aujourd'hui. Ne trouve-t-on pas là le soubassement intellectuel qui a conduit à la traditionnelle recherche et présentation de l'altérité purgée de tout contact avec l'Occident au Trocadéro ? N'existe-t-il pas d'autres champs d'études permettant de réconcilier une approche ethnographique et l'histoire naturelle (Bahuchet 2002) ?

De la même manière, nul doute que la question des différentes institutions encore en gestation, depuis ce qui n'aurait dû être que le simple regroupement des collections ethnographiques nationales extra-européennes dans un même lieu avec une « antenne » au musée du Louvre, aurait gagné à ne pas être seulement l'occasion d'un constat de « quelques frais supplémentaires » (dernier chapitre). Ne peut-on être frappé par le cycle récurrent qui semble devoir engendrer tous les soixante-dix ans environ (1878, 1937, 1996) une redéfinition des institutions nationales chargées d'exposer l'identité des « Autres », et par voie de conséquence, celle des Français ? Depuis la fin du XIX^e siècle, époque où se redéfinit la nation française dans un contexte alliant industrialisation en métropole et colonisation outre-mer, les collections appartenant à l'État sont en perpétuel mouvement plus pour des motifs idéologiques et politiques qu'épistémologiques.

L'émergence du projet des « arts premiers » en 1996, de celui qui est devenu le « musée de l'Autre » suivant la formule de son président Stéphane Martin, rend possible un nouveau musée national de l'Europe et de la Méditerranée regroupant les collections du musée national des Arts et Traditions populaires avec les collections européennes du Musée de l'Homme. Un musée national où l'identité passe du cadre régional métropolitain à celui de l'entité politique européenne.

20. Seules les « races fossiles » et originelles de la France sont présentées.

L'ancien Palais des Colonies établi pour l'Exposition coloniale de 1931²¹, vacant depuis le départ des collections du MNAAO de la Porte Dorée vers le quai Branly, permet la création de la cité nationale de l'Histoire de l'immigration (ouverture prévue en 2007), montrant que « l'Autre » est en France de longue date et contribue implicitement à faire évoluer l'identité française. Zeev Gourarier annonce quant à lui le futur Musée de l'Homme à l'horizon 2008-2009 comme un « Musée du Nous, le lieu d'une identité humaine planétaire » (Gourarier 2005 : 8). Dans ce jeu de chaise musicale, et après le récent débat autour de la « colonisation positive », il convient d'ajouter le mémorial national de la France d'outre-mer (non évoqué par Bernard Dupaigne), devant lui aussi être inauguré en 2007 à Marseille.

Dans ces partis-pris de représentations identitaires des musées nationaux, le fameux « objet témoin » extra européen utilisé aujourd'hui devient de manière inéluctable le laissé-pour-compte de l'évolution de nos musées. Comme lorsqu'on pensait autrefois que la colonisation allait uniformiser les cultures selon le modèle occidental, la mondialisation actuelle des échanges économiques semble devoir imposer l'idée d'une domination culturelle universelle de l'Occident. Dès lors, à quoi bon chercher des objets métissés, déchargés de leur contenu exotique, chaînon manquant d'une uniformisation matérielle et idéelle anticipée ? Comme on l'a vu, l'ethnologie du Musée de l'Homme était déjà tombée dans le piège de devenir une science de l'altérité figée plutôt qu'une science présentant la redéfinition perpétuelle des identités. Et l'ouverture du musée du quai Branly ne vient que parachever ce processus. Mais verra-t-on un jour se créer un musée des cultures où la problématique véritable ne sera pas orientée selon le présupposé ethnocentrique d'une domination de l'Occident ? Les musées nationaux et leurs tutelles prendront-ils un jour conscience de la capacité des « Autres » à se redéfinir par eux-mêmes aux contacts des Occidentaux ou contre eux ? De même, le « temps du mépris » ne sera-t-il pas déjà en partie révolu lorsque, par exemple, les Kanaks, intégrés à la France depuis 1853, incorporeront un musée national métropolitain qui ne soit pas consacré uniquement aux colonies d'autrefois ou aux arts premiers ?

Cette « histoire du quai Branly » aurait pu permettre d'ouvrir un débat autour de la présentation actuelle et à venir de ces identités tant nationales qu'étrangères constitutives du patrimoine français. Mais le « scandale des arts premiers » l'a finalement enfermé dans une guerre passée entre deux musées.

21. Devenant en 1932 le Musée des colonies et de la France extérieure puis le Musée de la France d'Outre-Mer en 1935.

MOTS CLÉS/KEYWORDS : altérité/*otherness* – processus identitaire/*identity-making process* – institutionnalisation de l'ethnographie/*institutionalization of ethnology* – histoire naturelle de l'homme/*natural history of mankind* – patrimoine national/*national heritage* – colonisation française/*French Empire* – musée ethnographique/*anthropological museum* – Musée de l'Homme – musée du quai Branly.

*Cité nationale de l'immigration,
Palais de la Porte Dorée, Paris*
fabrice.grognnet@histoire-immigration.fr

BIBLIOGRAPHIE

Amselle, Jean-Loup

2006 « Le Quai-Branly, musée incertain », *Le Nouvel Observateur*, 8 juin.

Amzallag, Michèle

1997 « Paris rend hommage à l'Afrique », *Jeune Afrique* 1890 : 40-42.

Bahuchet, Serge

2002 « L'Homme indigeste ? Mort et transfiguration d'un Musée de l'Homme », in Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard & Roland Kaehr, eds, *Le Musée cannibale*. Neuchâtel, Musée d'ethnographie : 59-84.

Baqué, Philippe

1999 *Un nouvel or noir : pillage des œuvres d'art en Afrique*. Paris, Paris-Méditerranée.

Bousteau, Fabrice

2006 « Visions Nouvel », *Beaux-Arts Magazine* 263 : 7.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris

1878 « Compte rendu de la séance du 19 décembre 1878 », 1, 3^e série : 495-496.

Chirac, Jacques

2006 « Allocution à l'occasion de l'inauguration du musée du quai Branly », 20 juin (<http://www.elysee.fr/>).

Daubert, Michel

2006 « Éditorial », *Télérama* hors sér. 137 : *Ethnologie et arts premiers*.

Dolfus, Pascale

1990 « Les voyageurs », in *Voyages dans les Marches tibétaines*. Paris, Muséum national d'histoire naturelle : 6.

Dupaigne, Bernard

1997(a) « Un débat brouillé par des querelles individuelles » [cité par Marina Julienne], *Eurêka* 22 : 36-43.

1997(b) « Le Musée de l'Homme, un monstre administratif », *Revue administrative* 300, nov.-déc. : 647-655.

1998 « Un musée qui n'existe pas. Le Musée de l'Homme (1880-200 ?) », *Musées & Collections publiques de France* 218 : 68-70.

2006 « À quoi sert le quai Branly ? », *L'Humanité*, 20 juin.

Gaugue, Anne

1999 « La mise en scène de la nation dans le musée d'Afrique tropicale », *Ethnologie française* 29 : 337-344.

Gessain, Robert

1969 *Ammassalik ou la civilisation obligatoire*. Paris, Flammarion.

Gourarier, Zeev

2005 « Du musée de l'autre, au musée du nous », *Lettre d'information du Muséum* 1 : 1-8.

Grognet, Fabrice

2005 « Objets de musée n'avez vous donc qu'une vie ? », *Gradhiva* nouv. sér. 2 : 49-63.

Haski, Pierre

2006 « Les arts premiers s'ancrent à Paris », *Libération*, 20 juin.

Héritier-Augé, Françoise

1991 *Les Musées de l'Éducation nationale, mission d'étude et de réflexion*. Paris, La Documentation française.

Jamin, Jean

1988 « Tout était fétiche, tout devint totem », préface à la réimpression du *Bulletin du Musée d'ethnographie du Trocadéro (1931-1935)*. Paris, Jean-Michel Place : IX-XXII.

1998 « Faut-il brûler les musées d'ethnographie ? », *Gradhiva* 24 : 65-69.

Jeady, Henry-Pierre

2006 « Un sanctuaire ethnologique », *Libération*, 20 juin.

Kimmelman, Michael

2006 « In the City of Light, a Heart of Darkness », *The New York Times*, 3 juillet.

Langaney, André

1997 « Les vertus du musée de l'Homme », *Libération*, 18 juin.

Lumley, Henry de

1997 « L'Homme est un tout, son musée doit lui ressembler », *La Recherche* 300 : 8-9.

Marin, Jean-Yves

2006 « Un musée postcolonial », *Le Monde*, 21 juin.

Martin, Stéphane

2006 « Du bazar aux beaux-arts » [cité par Emmanuel de Roux], *Télérama* hors sér. 137 : *Ethnologie et arts premiers* : 8-19.

Mohen, Jean-Pierre

2004 *Le Nouveau Musée de l'Homme*. Paris, Odile Jacob-Muséum national d'histoire naturelle.

Nooter, G.W.

1984 *Life and Survival in the Arctic : Cultural Changes in Polar Regions*. The Hague, Govt. Pub. Office.

Pizzorni Itie, Florence

1996 « Réflexions autour d'un paradoxe : faut-il et comment traiter du contemporain dans les musées d'ethnographie ? », in *Actes des premières rencontres européennes des musées d'ethnographie, musée national des Arts et Traditions populaires*, 1993. Paris, Éd. École du Louvre : 243-249.

Roux, Emmanuel de

2006 « Quai Branly, succès et controverses », *Le Monde*, 1^{er} septembre.

Sergent, Bernard

2004 *La Guerre à la culture : la logique marchande et les attaques contre l'intelligence*. Paris, L'Harmattan.

Tariant, Éric

2006 « L'odyssée du Musée », *Beaux-Arts Magazine* 263 : 60-65.

Traoré, Aminata

2006 « Nos œuvres d'art ont droit de cité là où nous sommes, dans l'ensemble, interdits de séjour », *Libération*, 20 juillet.